

Évaluation des coûts de l'adaptation et de la mitigation

Alain Grandjean, **Raymond Zaharia**

Extrait de l'ouvrage : « [Climat, le temps d'agir](#) »,
avec l'aimable autorisation des éditions **Le Cherche Midi**.

Peu de travaux académiques s'intéressent aux causes des échecs relatifs des négociations climatiques internationales. [Scott Barrett, Professeur en Economie des Ressources Naturelles à Columbia University, 2014].

En 1988, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et l'Organisation Météorologique Mondiale ont confié au GIEC la mission de faire l'état des connaissances sur le changement climatique, la possibilité de s'y adapter et de le maîtriser, ce qui correspond aux trois groupes de travail (I, II, III). Cette mission repose partiellement sur l'idée que les articles publiés dans les grandes revues et les procédures de relecture par des pairs suffisent à garantir la scientificité d'une discipline et à évacuer précisément les enjeux idéologiques afin de pouvoir établir un consensus international, mais la réalité est plus complexe.

Si les travaux du groupe I font appel aux lois de la Physique – que nul esprit rationnel ne peut contester – les travaux du groupe III font également appel à des théories économiques et financières qui créent débat. C'est ainsi que des revues anglophones comme l'*American Economic Review*, le *Journal of Economic Literature*, le *Journal of Political Economy* (Chicago), le *Quarterly Journal of Economics* (Harvard), *Econometrica* (Yale), et la *Review of Economic Studies*, classées parmi les plus prestigieuses revues économiques, tendent à privilégier les thèmes de la rationalité dans les décisions économiques et son corollaire l'actualisation des coûts pour une décision à long terme. Les économistes du GIEC, aussi bons soient-ils, ne peuvent que refléter cette démarche internationale.

L'analyse économique intègre bien la notion de risque mais l'évaluation économique des dommages qu'une attitude de « laisser-faire » peut entraîner pour les générations futures (de surcroît de pays très différents) doit être comparée aux coûts que la génération actuelle accepte d'engager pour mettre en œuvre les changements. Pour de grands projets d'infrastructure, les marchés financiers et les économistes utilisent donc des concepts classiques comme la « théorie de la décision » et « l'analyse coûts-bénéfices » qui comparent le coût immédiat par rapport aux coûts du long terme. La comparaison doit ainsi faire intervenir un « taux d'actualisation ».

Ces taux d'actualisation permettent de comparer, ou de combiner de diverses façons, des flux financiers portant sur des durées différentes. C'est une méthodologie de choix d'investissements qui peut intégrer l'évolution de la valeur de l'argent. Mais ce taux dépend de deux facteurs humains, la préférence de jouissance immédiate et la peur du risque, qui fixent la « valeur temps de l'argent ».

Le choix des taux d'actualisation utilisés dans les modèles macroéconomiques n'est pas nécessairement en lien direct avec le coût effectif du crédit (ni avec le rendement du capital). Toutes les grandes entreprises internationales utilisent pour leurs grands projets des taux d'actualisation compris entre 8 et 15% selon les secteurs d'activité. Les conséquences du choix de taux aussi élevés peuvent être considérables : par exemple pour certaines énergies renouvelables, une baisse de la composante « coût du capital » de 10% à 5% par an, ferait baisser les coûts de revient de l'énergie produite d'environ 25%. De même, un taux de 8% par an, permet de ramener une dépense de 10 milliards dans 50 ans à 0, 21 milliard.

Dans le même ordre d'idées, une organisation internationale de comptabilité comme l'IASB (International Accounting Standard Board), édicte ses propres règles sans aucunement tenir compte des problématiques climatiques.

En 2006, le « rapport Stern » sur l'économie du changement climatique de Sir Nicholas Stern – ancien économiste en chef de la Banque mondiale –, et de son équipe a tenté de chiffrer globalement les risques du « business as usual », c'est-à-dire une persistance du laisser-faire. Bien que de nombreux prix Nobel aient soutenu cette publication (Mirless, Sen, Solow, Stiglitz), les controverses qui ont suivi n'ont pas conduit dans la littérature (dont rend compte le GIEC), à la remise en cause des méthodes de choix des taux d'actualisation.

Dans son rapport, Stern utilise volontairement un taux assez bas 1,4% (il reconnaît qu'il s'agit là d'un choix arbitraire fait au nom de l'égalité intergénérationnelle), ce qui lui a été reproché. Selon ses calculs, ramenés à une annuité constante, les dommages climatiques pourraient représenter 5 à 20% du Produit mondial brut annuel dès aujourd'hui et pour l'éternité.

Pourtant le choix incontournable d'un, (ou plusieurs), taux d'actualisation est souvent déterminant : ainsi, un projet qui exige peu d'investissement, (dans le futur proche), mais beaucoup de frais d'exploitation (ou de déconstruction), en 2025 (ou plus tard), apparaît moins coûteux en raison de l'usage (habituel) de taux élevés. L'avantage qui naît de cette préférence (implicite) "pour le présent"... peut être décisif, lorsqu'il s'agit de comparer un projet de production d'énergie basé sur du carbone fossile avec un projet basé sur des énergies n'émettant pas de carbone, relativement plus intensif en capital conduisant à des dépenses plus élevées en début de période, mais bénéficiant en contrepartie de dépenses d'exploitation plus faibles. La méthode de comparaison se traduit donc par une distorsion de concurrence... aux dépens de certains investissements, notamment ceux nécessaires à une transition énergétique.

Le second rapport de N. Stern, rédigé en septembre 2014 avec Felipe Calderon – qui fut président mexicain entre 2006 et 2012 –, affirme que « *lutte contre le changement climatique et croissance économique peuvent aller de pair* » et il détaille les dix points qui permettent d'arriver à « *une meilleure croissance pour un meilleur climat* ».

Cette proposition s'inscrit dans un mouvement de pensée plus large, tendant à cesser de considérer le changement climatique en cours uniquement comme une menace : il peut devenir une chance pour l'humanité. La remise en cause de règles ou d'usages établis à une époque qui ignorait tout du changement climatique peut être un facteur clé de succès.



Pour en savoir plus : cette page web contient divers liens relatifs aux règles et usages comptables et financiers susceptibles de constituer un obstacle ou un frein aux démarches d'adaptation et d'atténuation.

Par exemple et entre autres : l'article de Scott Barrett cité au début de cet encart, et un extrait, (en anglais à la date où ces lignes sont écrites), du second rapport de N. Stern & F. Calderon, avec les *dix points permettant d'arriver à « une meilleure croissance pour un meilleur climat »*.

<http://www.clubdesargonautes.org/climat-le-temps-d-agir/couts-climat.php>